

L'abonné à l'édition N° 1 reçoit avec ce numéro LA PETITE ILLUSTRATION
contenant LAGUNE H. 3, nouvelle de M. Costa du Rels.

96^e ANNÉE

N° 4962

L'ILLUSTRATION

9
AVRIL
1938

LOUIS BASCHET, Codirecteur.

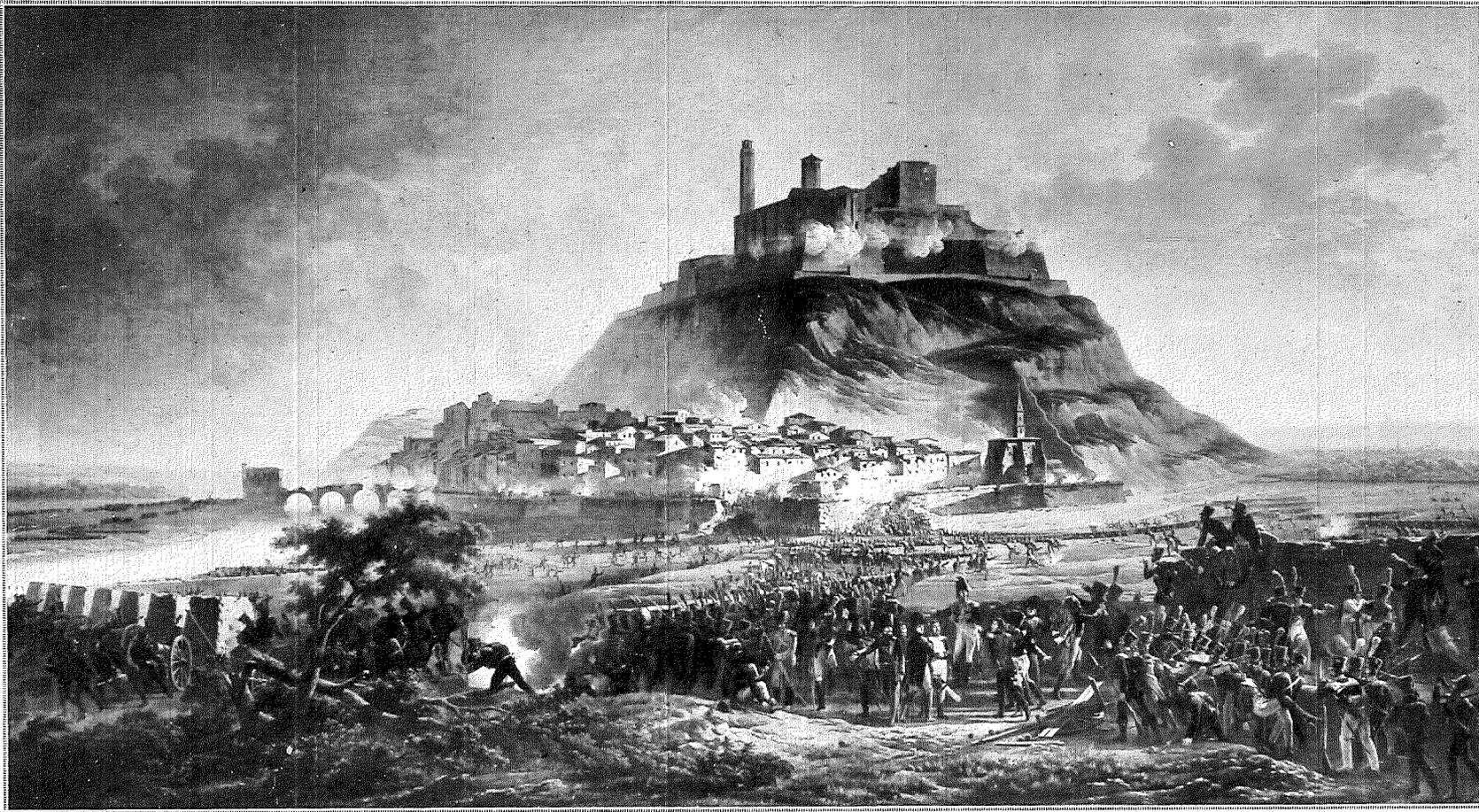
RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



L'EXODE VERS LA FRANCE DES RÉFUGIÉS GOUVERNEMENTAUX : UNE COLONNE DANS LES NEIGES
DU COL DE VENASQUE

Phot. Keystone. — Voir l'article et les autres photographies aux pages suivantes.



La guerre d'Espagne, il y a plus d'un siècle : l'assaut de Lérida, le 13 mai 1810, par les troupes napoléoniennes commandées par le maréchal Suchet, duc d'Albufera.
Collection du duc d'Albufera.

NOUVELLE ÉTAPE DE LA GUERRE ESPAGNOLE : L'AVANCE NATIONALISTE EN CATALOGNE

A cent vingt-huit ans de distance, par un de ces retours dont l'histoire est coutumière, voici que la petite ville espagnole de Lérida occupe à nouveau la vedette de l'actualité. Elle avait été prise en 1810 par Suchet, après un mois de siège, épisode glorieux de la guerre napoléonienne qu'évoque la curieuse gravure d'époque que nous reproduisons ici. Et, le 3 avril, cette pittoresque cité de 25.000 âmes, au destin tragique, tombait entre les mains des nationalistes, qui l'avaient investie. A 13 heures, les premières troupes pénétraient dans le château, situé au nord, et dans la gare, à l'est. A 15 heures, cinq chars d'assaut parcouraient les étroites rucs de la vieille ville, nettoyant les derniers noyaux de résistance. A 17 heures, après de durs combats, le drapeau nationaliste était hissé sur la tour de la cathédrale. A

19 heures, l'occupation totale par l'armée du général Yague était un fait accompli. Dans leur retraite, les gouvernementaux avaient fait sauter en deux endroits le magnifique pont de chemin de fer de 200 mètres de longueur reliant la vieille ville, sur la rive droite de la Segre, à la ville neuve, sur la rive gauche, et beaucoup de maisons sont en ruine, ayant terriblement souffert du feu et de la mitraille.

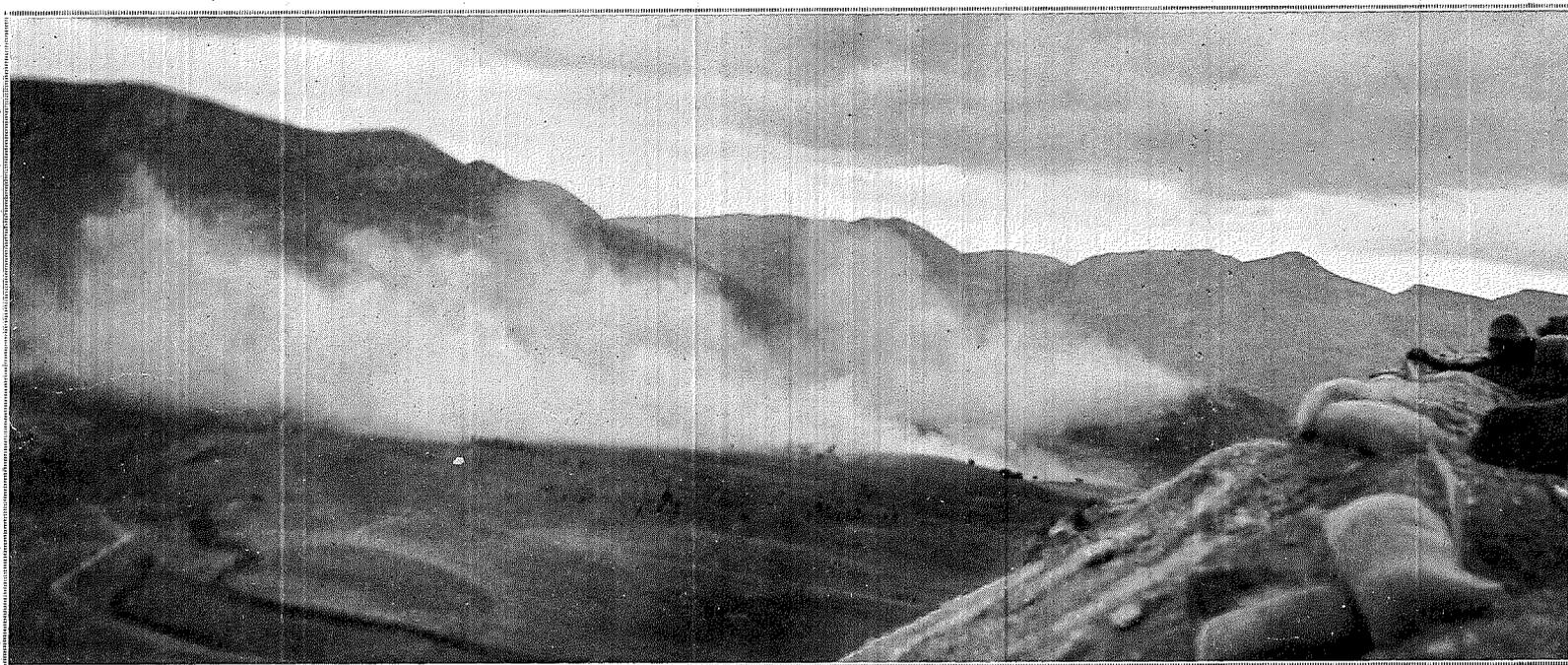
Ainsi s'est poursuivie méthodiquement l'offensive du général Franco contre la Catalogne et en direction de la mer.

La défense de Lérida comportait deux lignes bétonnées de 60 kilomètres de long, de part et d'autre du rio Cinca. Afin d'éviter un assaut meurtrier, les nationalistes avaient procédé à un investissement en règle, par le nord et par le sud. Mais, au dernier moment, les gouvernementaux contre-

attaquèrent avec une violence inouïe, mettant en ligne une dizaine de milliers d'hommes contre lesquels les légionnaires, les Marocains et les brigades de Navarre durent soutenir une lutte farouche, souvent à l'arme blanche.

Si l'on jette les yeux sur la carte, on se rend compte que la prise de Lérida est une première étape très importante dans la marche vers le cœur de la Catalogne. Mais ce n'est pas seulement en cette direction que la progression s'est accomplie.

Plus au sud, l'armée du général Garcia Valino — celle qui s'était emparée de Caspe — est parvenue le 2 avril, malgré les difficultés du terrain, à Gandesa, dernière ville sur la route de Tarragone et sur celle de Tortosa. Les jours suivants, elle s'est avancée encore en direction de Tortosa, prenant le village de Pinell et les hauteurs de Cherta,



Bombardement des positions gouvernementales par l'artillerie nationaliste sur la route de Bujaraloz à Lérida.

d'où elle a pu découvrir la mer. D'autre part, sur la route de Tarragone, des détachements de cavalerie se trouvaient à More de Ebro. Ce double mouvement a pour objectif de couper les communications entre Barcelone et Valence. C'est pour effectuer une diversion et obliger leurs adversaires à des déplacements de troupes que les républicains ont monté dans plusieurs autres secteurs des contre-offensives, notamment au sud de Teruel et sur le front de Guadalajara, prenant ainsi les armées franquistes à revers. Les communiqués de Barcelone ont fait état d'assez nombreux villages qui auraient été enlevés, mais ceux de Salamanque affirment que les attaques ont été repoussées.

Ces événements ont eu une répercussion imprévue. Plusieurs milliers de miliciens de la 31^e division gouvernementale, dont la retraite vers la Catalogne avait été coupée, ont reflué vers la frontière française et ils ont pénétré sur notre territoire par la route de Venasque. Parmi eux se trouvait le général Gallo, qui avait commandé le X^e corps d'armée, dont faisaient partie la 31^e et la 43^e division. Ces réfugiés, auxquels s'étaient joints plusieurs centaines de civils, ont été acheminés sur Luchon et provisoirement hospitalisés. Cette arrivée inopinée a créé une situation assez délicate, car s'il est de règle, dans une guerre ordinaire, que des combattants en armes ayant franchi la frontière d'un autre



A Gadesa, en Catalogne : la prise de possession des services publics par les nationalistes.

pays non engagé dans le conflit soient désarmés et internés jusqu'à la fin des hostilités, ce principe ne peut être retenu puisque la belligérance n'a pas été reconnue aux deux partis espagnols aux prises. Le gouvernement français a donc décidé de refouler les miliciens en Espagne, mais en leur laissant le choix entre la zone républicaine et la zone nationaliste. La grande majorité d'entre eux ont choisi la zone républicaine. Quant aux civils, au nombre d'environ 1.200, ils ont été dirigés vers des localités d'hébergement du Centre de la France.

Cependant, à Londres, le sous-comité de non-intervention s'est réuni une fois de plus, le 31 mars, pour s'occuper de la question du retrait des combattants étrangers dans les deux camps espagnols et du rétablissement du contrôle. Une discussion ardue s'est engagée, mais il apparaît bien, aujourd'hui, que l'intérêt est ailleurs et que la partie décisive se sera jouée sur le terrain de Catalogne avant que les puissances soient parvenues à un accord.

Dans un ordre d'idées voisin, il convient de signaler la continuation de plus en plus favorable des négociations anglo-italiennes sur les problèmes méditerranéens. Sans qu'on en puisse encore envisager l'issue, il semble qu'une bonne volonté réciproque a déjà aplani de nombreuses difficultés et que la signature du nouveau *gentlemen's agreement* pourra intervenir prochainement.



LES PROVINCES D'ESPAGNE OU SE DÉVELOPPE L'OFFENSIVE DES ARMÉES FRANQUISTES.

Au commencement de la semaine les troupes nationalistes occupaient ou investissaient : Tamarite, Binefar, Lérida, Fraga, Fayon, Gadesa, Valderrobres et Morella qui jalonnaient approximativement la ligne de front.

Dans le carton, à droite, la partie hachurée représente les territoires occupés par les nationalistes.



Un groupe de réfugiés civils avant son embarquement pour un camp d'hébergement du Centre de la France.



Le général Gallo, qui commandait les miliciens gouvernementaux, quitte l'hôtel où il était descendu pour regagner l'Espagne par Cerbère.

LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS CIVILS ET MILITAIRES A LUCHON

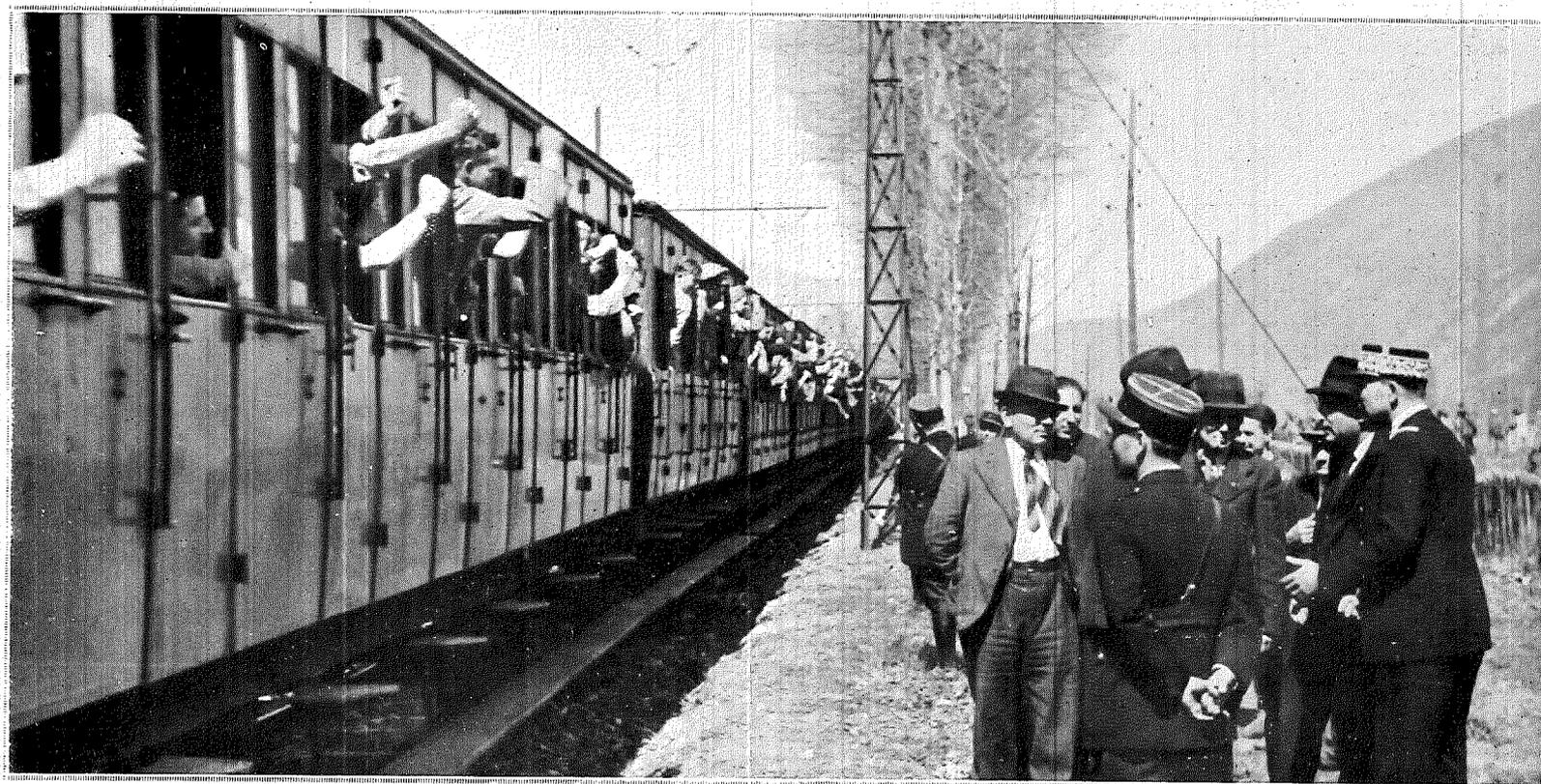
Photographies Keystone.



Une colonne de miliciens se rend au bureau de rapatriement.



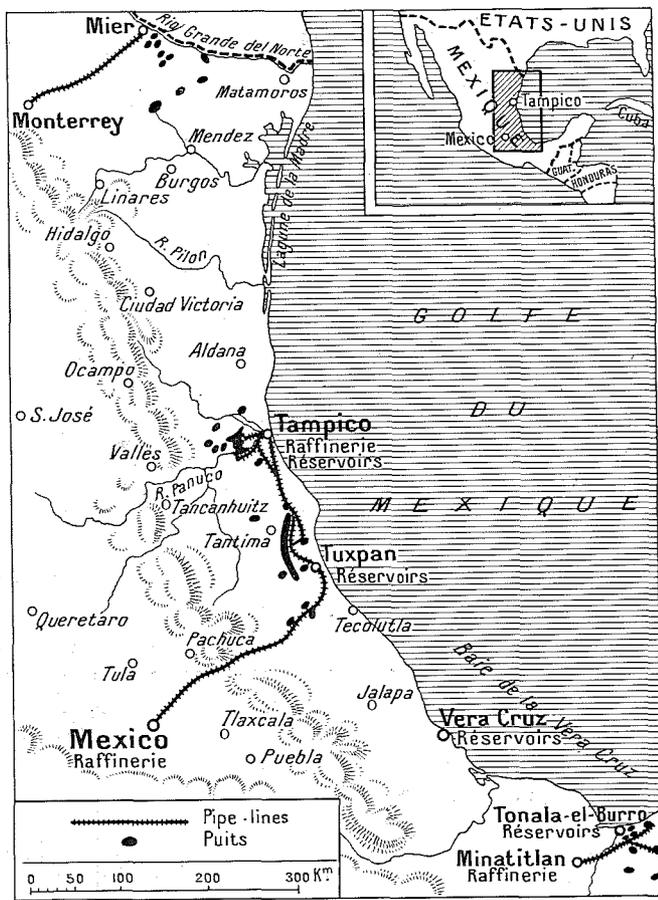
Devant les autorités civiles et militaires, les miliciens font leur libre choix : Catalogne ou Espagne nationaliste.



En gare de Luchon : un embarquement de gouvernementaux pour Barcelone.

LE RAPATRIEMENT DES MILICIENS ESPAGNOLS

Photographies Alix.



Localisation des gisements de pétrole près de la côte du golfe du Mexique.

LE PÉTROLE MEXICAIN

La dénonciation par le gouvernement du président Cardenas des contrats de concessions accordées par l'Etat mexicain aux compagnies pétrolières étrangères n'a pas provoqué grand émoi dans les milieux intéressés. En effet, depuis de nombreuses années, l'évolution de la politique mexicaine laissait prévoir une telle éventualité. Et par ailleurs l'action industrielle et commerciale des concessionnaires n'était peut-être pas de nature à calmer l'hostilité officielle d'origine.

Découverts au début de ce siècle, les gisements de pétrole mexicains sont très nettement localisés à proximité de la côte du golfe du Mexique. C'est ainsi qu'un premier groupe de gisements s'étend à quelque 80 kilomètres du port de Tampico, tandis qu'un second groupe se développe en arc de cercle sur une centaine de kilomètres à l'ouest de Tuxpan. En 1907, l'Etat mexicain commença à donner des concessions en vue de la mise en exploitation du gisement de la région de Tampico. Basées sur le principe juridique alors

en vigueur dans la constitution mexicaine, principe qui faisait du propriétaire du sol le propriétaire du sous-sol, ces concessions initiales s'avèrent très avantageuses pour les concessionnaires. Aussi quand, en 1917, la constitution fut modifiée, les pouvoirs publics s'empresèrent-ils de séparer les deux notions de propriété, se réservant la faculté de demeurer maîtres du sous-sol. En fait, ils vendaient le sol, mais ils louaient le sous-sol.

Dès cette époque, et avec cette modification essentielle, les frictions commencent. Elles ne devaient pas tarder à s'amplifier. En effet, la forme d'exploitation adoptée par les concessionnaires était quelque peu préjudiciable au Mexique. C'est ainsi que le pétrole extrait n'était pas raffiné sur le territoire mexicain, mais exporté à l'état brut aux Etats-Unis, où il était traité. Par cela même, il s'ensuivait que le consommateur mexicain payait fort cher les produits extraits de son sous-sol et que l'économie nationale ne participait pas aux bénéfices qu'implique une industrie du raffinage.

En présence de cette situation, le Mexique se rebella et obtint des concessionnaires l'installation de raffineries, dont une aux portes de Mexico. Ainsi fut-il mis fin à la situation paradoxale dans laquelle se trouvaient placés les consommateurs mexicains. Par ailleurs, au traitement sur place de l'huile brute le pays ne pouvait trouver que des avantages tant sociaux que financiers. Une main-d'œuvre plus abondante était employée, cependant que les recettes fiscales suivaient de leur côté une progression appréciable. A ce propos, comment ne pas remarquer que la politique mexicaine devait, dans une certaine mesure, provoquer en 1930 un réflexe identique de la France, laquelle ne possédait pas sur son sol d'industries du raffinage et recevait de l'étranger exclusivement des produits finis ?

Au cours des années de 1920 à 1925, l'extraction mexicaine était des plus importantes. Elle se classait au second rang dans le monde, immédiatement derrière les Etats-Unis et devant la Russie. Et l'ère des conflits entre l'Etat et les concessionnaires paraissait terminée définitivement, quand la découverte des gisements du Venezuela vint tout remettre en question.

Pour des raisons de politique personnelle, en effet, les concessionnaires décidèrent de mettre quelque peu en veilleuse l'extraction mexicaine et de faire porter tous leurs efforts sur le pétrole

vénézuélien. Les chiffres accusent du reste ce renversement de situation. Tandis que l'extraction du pétrole mexicain tombe brutalement de 193 millions de barils en 1931 à 33 millions de barils en 1932, celle du pétrole vénézuélien atteint 117 millions de barils en 1931 alors que six ans auparavant elle avoisinait 20 millions de barils.

Du coup le conflit ressuscita et, malgré une reprise de l'activité pétrolière mexicaine, il ne cessera plus. Le Mexique passe du second rang des producteurs au septième. L'Etat mexicain subit de lourdes pertes du fait de ce malthusianisme économique. Aussi y mettra-t-il fin à la première occasion. Celle-ci s'est présentée ces jours derniers avec l'ultimatum inadmissible du président Cardenas, entraînant l'annulation de tous les contrats de concessions.

Dans cette lutte ouverte, quelle est la position de la France ? Secondaire à tous les points de vue, qu'il s'agisse des investissements de capitaux ou de la part du pétrole mexicain dans la consommation nationale. Cette part n'atteint pas tout à fait 2 %. Elle peut donc être considérée comme négligeable. Mais il n'en va pas de même des pays anglo-saxons, qui commandent le marché du pétrole et pour qui un pétrole mexicain libre peut constituer une redoutable concurrence. En outre, on ne saurait se dissimuler que les pertes financières des épargnes anglo-saxonnes seront particulièrement lourdes à supporter. Les grands trusts mondiaux ont investi des centaines de millions de dollars dans les gisements pétroliers mexicains. Et ni l'épargne américaine ni l'épargne britannique n'ont coutume de supporter passivement des manquements à des contrats.

C'est pourquoi du reste on a enregistré ces jours derniers une très vive réaction de Washington. Le gouvernement des Etats-Unis a avisé celui du Mexique que, faute d'un règlement satisfaisant du problème du pétrole, il ne lui achèterait plus, comme il avait coutume de le faire, sa production d'argent à des cours supérieurs aux cours mondiaux. A cette mise en demeure, le président Cardenas n'a pas fait de réponse. Mais on peut deviner son embarras, car pour indemniser les entreprises évincées il faut de l'argent, et le Mexique n'en a pas.

NOTRE SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

« LAGUNE H. 3 »

Nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs, dans notre supplément littéraire d'aujourd'hui, un passionnant et puissant récit de Costa du Rels, le grand romancier bolivien qui, avec les thèmes de son pays, réalise directement ses beaux ouvrages dans notre langue.

Costa du Rels appartient, en effet, à cette élite intellectuelle des nations latines qui crée son œuvre littéraire en français. D'origine française par son ascendance, cet écrivain qui a rendu sensible au public européen la vie des forêts, des mines, des villes de l'Amérique du Sud a fait ses études dans les universités françaises. Il aime notre pays, où il a sa résidence actuelle et où il compte d'innombrables amitiés.

Fréquemment, il fut le collaborateur de notre journal, et le public de notre supplément n'a pas oublié ces belles œuvres dont nous lui avons donné la primeur : *la Hantise de l'or*, *Terres embrasées*, *Coronel*.

Le remarquable petit ouvrage d'aujourd'hui prend ce titre : *Lagune H. 3*. Le récit nous fait suivre les tragiques étapes d'un groupe de soldats boliviens perdus dans l'inextricable forêt du Chaco. Menace des fauves, fièvre démentielle des hommes, hostilité à chaque pas d'une nature qui refuse l'eau, conflit des êtres auxquels une énergie terrible doit imposer l'unité de l'effort qui, seule, peut assurer le salut, tout cela est traité avec une vigueur et une richesse de plume qui atteignent parfois la magie lyrique. On n'oubliera point l'étonnante figure de ce chef qui, malgré son propre épuisement et ses heures de délire, réussit, malgré tout, à se faire suivre par ses hommes que le désespoir incline à la révolte et même au crime. « *Lagune H. 3* », c'est peut-être un mirage, mais, quand on n'a pas d'autre moyen pour arracher des êtres à l'immobilité ou à la dispersion mortelle, il faut bien faire appel au mirage.

Une lecture qui instruit, car on ne nous avait jamais rendu avec une telle force les spectacles du Chaco, que connaît si bien l'auteur. Une lecture aussi qui laissera une impression profonde. — A. C.

	1934	1935	1936
	En tonnes métriques.		
Etats-Unis	122.325.000	134.980.000	149.575.000
U. R. S. S.	24.400.000	25.128.500	27.340.000
Venezuela	20.300.000	21.990.370	22.800.000
Roumanie	8.500.000	8.385.000	8.703.000
Iran	7.537.000	7.607.400	8.331.000
Indes néerlandaises	5.765.000	6.060.800	6.350.000
Mexique	5.535.000	5.871.200	6.124.000
Irak	1.150.000	3.728.700	3.959.000
Colombie	2.448.000	2.461.000	2.616.000
Pérou	1.998.000	2.294.000	2.321.000
Argentine	2.049.000	2.031.000	2.187.000
Trinité	1.507.000	1.706.830	1.828.000
Indes britanniques	1.216.000	1.272.700	1.371.000
Bornéo (Britannique)	670.000	729.120	660.000
Pologne	530.000	514.760	513.770
Ile de Bahrein	»	174.000	500.000
Allemagne	313.000	429.700	444.640
Japon (Taiwan compris)	205.000	264.625	290.000
Equateur	232.000	246.900	286.000
Canada	190.000	204.200	214.000
Egypte	215.000	176.400	178.000
Autres pays	»	204.000	210.000

Evolution de la production pétrolière mondiale par pays, de 1934 à 1936 inclus, les chiffres définitifs de 1937 n'étant pas encore arrêtés.